LE POULET CANADIEN

Volume 12, Numéro 5, octobre 2010

L'ENQUÊTE SUR LES USAGES ET LES ATTITUDES EST TERMINÉE

Tous les trois ans, les Producteurs de poulet du Canada lancent un sondage intitulé : *Enquête sur les usages et les attitudes* auprès des consommateurs à l'échelle du pays, afin de recueillir de l'information sur leurs habitudes, usages et opinions sur le poulet.

Les conclusions tirées de la dernière enquête ont été présentées au Conseil d'administration durant la réunion estivale tenue à l'Île du Prince Édouard, en juillet dernier.

Cette enquête a été réalisée en mai et en juin 2010.

EN VOICI LES FAITS SAILLANTS :

- Les volumes de consommation de volaille, de viande et de poisson n'ont pas changés depuis 2007, pas plus d'ailleurs que les habitudes d'achat. Les répondants continuent de consommer du poulet presque neuf fois par mois (en d'autres mots, à peu près deux fois par semaine), principalement de la viande blanche (71 %, soit le même pourcentage qu'il y a trois ans).
- En moyenne mensuellement, les répondants continuent de faire cuire et de consommer du poulet à la maison beaucoup plus fréquemment que du poulet provenant d'ailleurs.
- Le poulet surclasse la plupart des autres viandes. Les consommateurs considèrent cette viande comme la plus savoureuse, l'une des plus fraîches, celle qui présente le meilleur rapport qualité prix et l'une des moins chères. De plus, le poulet est une viande qui plaît à toute la famille.
- Les poitrines de poulet désossées sans peau, les poitrines régulières et les poulets entiers continuent d'être les produits les plus populaires auprès des répondants, même si beaucoup moins d'entre eux achètent des poitrines de poulet régulières et des viandes froides au poulet qu'il y a trois ans.
- La préférence des Canadiens pour le poulet canadien par rapport au poulet importé a augmenté depuis 2007 (+3 % à 89 %). La plupart des répondants (91 %) sont intéressés à connaître la province de provenance indiquée sur l'emballage.
- Il est encore beaucoup plus courant de rapporter un poulet de l'épicerie que d'un restaurant minute, d'un restaurant familial ou d'une rôtisserie et bon nombre de répondants (42 %, en comparaison de 39 %, en 2007) continuent d'acheter des poulets entiers quand ils le font.

Suite page 3

Rapport sur la recherches avicoles
PAGE 2

En bref
PAGE 5

Quiz pour évaluer la salubrité des aliments
PAGE 7

POUR UNE MISE À JOUR DES NÉGOCIATIONS DE L'OMC, VEUILLEZ VISITER LE SITE WEB DES PPC AU **WWW.POULET.CA,** ET CLIQUER SUR LE BOUTON *GENÈVE EN BREF*

Les Producteurs de poulet du Canada
Chicken Farmers of Canada

RAPPORT
sur la recherche avicole

Le Conseil de recherches avicoles du Canada (CRAC) a été créé en 2001 par les cinq organismes avicoles nationaux du Canada. Le CRAC a pour mandat d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes de recherche et de développement qui répondent à des besoins spécifiques de l'industrie avicole.

Seize projets de recherche financés par le CRAC ont été complétés. Dans les lignes qui suivent, le lecteur trouvera un résumé de l'un de ces projets de recherche. D'autres résumés sont disponibles à même le site Web du CRAC à l'adresse (*www.cp-rc.ca*), dans la revue *Canadian Poultry* et dans des numéros précédents de *Le poulet canadien.*

NOUVEAUX VACCINS MULTIVALENTS POUR LA SANTÉ DE LA VOLAILLE

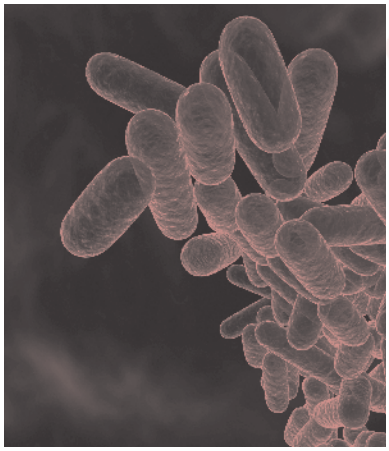
Chercheur principal :
Eva Nagy, Université de Guelph

Début : décembre 2006
Rapport final reçu : juin 2010

Financement total : 276 750 $ (CRAC 96 750 $, Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada/Agriculture et Agroalimentaire Canada 180 000 $)

Antécédents
Les vaccins sont des préparations qui, une fois introduites dans l'organisme, déclenchent une réponse immunitaire et préparent les défenses naturelles de l'organisme contre toute attaque d'un pathogène spécifique. Ils ont été utilisés avec succès dans l'industrie avicole pour prévenir ou réduire l'impact d'un certain nombre de maladies importantes d'un point de vue économique.

Toutefois, les vaccins ne sont pas sans comporter de lacunes. Les vaccins vivants, préparés à même des bactéries ou des virus vivants, sont habituellement efficaces pour protéger l'hôte contre une invasion subséquente du même pathogène ou d'un pathogène similaire, mais peuvent à l'occasion causer les symptômes des maladies pour lesquelles ils ont été administrés. On se préoccupe aussi de plus en plus du fait que certains virus utilisés dans les vaccins vivants puissent reprendre leur forme virulente qui cause la maladie ou même se combiner (échange de traits génétiques) à des souches virales naturelles pour créer de nouvelles souches à caractère inconnu. Les vaccins préparés à même des virus morts éliminent une grande partie des risques associés aux vaccins vivants mais sont généralement moins efficaces.



À mesure que plus d'information devient disponible au sujet des pathogènes et de la réaction immunitaire qu'ils suscitent, de nouveaux types de vaccins qui surmontent les lacunes de leurs prédécesseurs sont produits et comportent des caractéristiques qui rehaussent leur efficacité et leur utilité. Par exemple, les chercheurs ont identifié les protéines virales spécifiques qui suscitent une réaction immunitaire. L'inoculation à l'aide de ces protéines immunogènes ou « antigènes » élimine le besoin et les risques associés à l'utilisation d'un virus intact. Le défi qui se pose donc est de trouver une façon efficace de délivrer ces antigènes dans l'organisme.

Recherche actuelle
Dre Eva Nagy et son équipe de chercheurs à l'Université de Guelph utilisent la biologie moléculaire pour créer un vecteur vaccinal base sur l'adénovirus de la volaille (FAdV – une souche qui ne cause pas la maladie chez la volaille) comme « système de livraison des gènes d'intérêt ».

L'explication du système de livraison fait d'abord appel à une courte description des virus en général : les particules virales sont extrêmement petites et comparativement à une cellule, sont très simples. Dans le cas des adénovirus, elles consistent uniquement en un ensemble génétique (ADN) et d'une couche de protéines qui protègent l'ADN. Les virus ne comportent pas de mécanisme chimique nécessaire à la reproduction et doivent donc trouver une cellule hôte où vivre et produire encore plus de virus. Comme leur propagation en dépend, les adénovirus excellent à l'implantation de leur ADN dans une

Suite page 3

Suite de la page 2

cellule hôte. Cette caractéristique est exploitée dans le système de livraison de Dre Nagy.

Les chercheurs ont identifié les portions du génome qui ne sont pas nécessaires à la production d'un virus intact et, à l'aide des techniques modernes de biologie moléculaire, ont remplacé certaines de ces séquences par un codage génétique d'antigènes spécifiques. Le virus qui en résulte conserve son aptitude à infecter les cellules mais sa charge génétique commande maintenant la cellule hôte à produire les antigènes qui susciteront une réaction immunitaire.

Dre Nagy a réussi le codage génétique des antigènes à la fois pour les virus de la grippe aviaire et la maladie de Newcastle. Lorsqu'il est utilisé comme vaccin, le vecteur devrait protéger les oiseaux contre les deux maladies simultanément. Les essais visant à prouver cette aptitude sont en voie de préparation.

Bien que la création d'un vecteur vaccinal basé sur le FAdV ne soit pas futile, le succès de Dre Nagy illustre bien le pouvoir et la souplesse du système. En utilisant la même plate-forme biologique, il est possible de produire une grande variété d'antigènes. Les antigènes et les protéines qui améliorent la réaction immunitaire des oiseaux pourraient être délivrés simultanément.

Ces vaccins peuvent également être fabriqués de sorte à permettre une distinction entre les oiseaux qui ont reçu un vaccin et ceux qui ont été infectés naturellement par un virus intact. Cette technologie est officiellement connue comme étant la « Différentiation entre les animaux infectés naturellement et ceux qui ont été vaccinés » (DAIV) et fera partie de plusieurs stratégies de vaccination viables d'un point de vue commercial à l'avenir.

Le travail de Dre Nagy fait partie des efforts déployés au Canada et à l'étranger pour mieux comprendre les pathogènes de la volaille et la réaction qu'ils suscitent chez les oiseaux. L'information découlant de ces recherches servira à élaborer des stratégies rationnelles de vaccins et d'autres méthodes d'atténuation de la maladie.

> De bonnes connaissances des comportements des consommateurs et de leurs opinions à l'égard de nos produits nous permettront de prendre les mesures nécessaires pour que les Canadiens soient bien informés et fassent confiance au poulet dans leurs assiettes.

Suite de la page 1

- Bien qu'il jouisse déjà d'une cote élevée, le poulet a encore gagné en popularité. Ainsi, beaucoup plus de répondants que l'année dernière croient que le poulet est : a) un choix populaire; b) savoureux; c) bon pour la santé; d) faible en gras. De nos jours, peu de gens pensent que le poulet présente un quelconque risque pour la santé.
- Même s'il ne vient pas en tête de liste des catégories qui suivent, le poulet (ainsi que la dinde, le poisson et les fruits de mer) est considéré comme un meilleur choix santé et comme plus faible en gras et en cholestérol que le boeuf, le porc et le jambon. En outre, il est rarement considéré comme un risque pour la santé. Tout comme le bœuf, le poulet est perçu comme un produit soumis à des normes de salubrité élevées.
- Cette année, moins de répondants possédaient des connaissances suffisantes sur : la préparation sécuritaire du poulet qu'ils achètent; b) l'élevage des poulets; c) l'alimentation des poulets.
- La plupart des répondants continuent de croire que le poulet qu'ils consomment est traité aux antibiotiques, aux hormones et aux stéroïdes, que leur alimentation contient des pesticides et des OGM. La plupart croient que « c'est une mauvaise chose ».
- Quelques rares méthodes (p. ex. thermomètre à viande, temps) ont gagné en popularité depuis 2007, alors que d'autres (attendre que le jus soit clair, que la viande décolle de l'os ou que le chronomètre sonne) ont perdu du terrain.
- Quatre répondants sur dix sont au courant des enjeux liés au bien-être et aux droits des animaux, malgré une incertitude beaucoup plus marquée cette année qu'en 2007. La cruauté en général, les conditions de vie, les méthodes d'abattage, la liberté restreinte, etc., figurent parmi les enjeux les plus fréquemment évoqués.

De bonnes connaissances des comportements des consommateurs et de leurs opinions à l'égard de nos produits nous permettront de prendre les mesures nécessaires pour que les Canadiens soient bien informés et fassent confiance au poulet dans leurs assiettes.

TENUE DE DOSSIERS – PASAF ET PROGRAMME DE SOINS AUX ANIMAUX

Une approche plus rationalisée est disponible

La conservation de dossiers détaillés est un élément clé du PASAF (Programme d'assurance de la salubrité des aliments à la ferme) et du PSA (Programme de soins aux animaux). Les dossiers constituent la preuve que les activités et les procédures requises ont eu lieu durant la période d'élevage.

Les deux types de dossiers à conserver sont les suivants :

1) Procédures d'utilisation normalisées – Elles décrivent les procédures habituellement appliquées à la ferme pour chaque troupeau.
2) Formulaires spécifiques aux troupeaux — Ces dossiers contiennent l'information pertinente à chaque cycle.

Bien que tous les efforts aient été déployés pour inclure dans les cartables du programme des formulaires simples à utiliser, il est toujours possible d'améliorer la procédure. Dans cette veine d'idées, les PPC ont formulé différentes options avec, comme objectif, de faciliter l'utilisation des formulaires par les producteurs.

Formulaires spécifiques aux troupeaux

Les PPC ont élaboré une deuxième version des formulaires spécifiques aux troupeaux. Cette version a été créée en réponse aux plaintes formulées en rapport au temps requis pour compléter ces dossiers. Cela fut accompli en supprimant les vérifications quotidiennes liées aux procédures « communes » et en recourant davantage à l'information décrite dans les procédures d'utilisation normalisées plutôt que d'obliger les producteurs à documenter de nouveau cette information pour chaque troupeau.

Le format des dossiers a été modifié de la consignation quotidienne des données à « la consignation de l'activité lorsque celle-ci a lieu ». Comme résultat, le nombre de pages des formulaires spécifiques aux troupeaux a été réduit de 8 à 4.

Les dossiers concernant les vérifications quotidiennes ont été modifiés de façon importante. Plutôt que de compléter un dossier chaque fois qu'une activité a lieu, les producteurs seront tenus d'indiquer les vérifications effectuées tous les jours et de signer le formulaire une fois que celles-ci auront été complétées durant la période d'élevage.

De plus, les exigences du Programme de soins aux animaux pour les producteurs dont la densité se situe entre 31 kg/m^2 et 38 kg/m^2 ont été clairement séparées de sorte que les producteurs sachent quels dossiers sont requis (et ceux qui ne le sont pas).

Ces nouveaux formulaires ne remplacent pas la version actuelle qui a été distribuée avec le cartable du PASAF puisque les deux servent d'exemple de la façon dont la tenue de dossiers peut être effectuée. Toutefois, le producteur peut utiliser l'une ou l'autre des versions. Comme toujours, les producteurs peuvent utiliser leurs propres formulaires aussi longtemps que toute l'information requise est consignée et disponible durant les audits.

Procédures de régie d'élevage (PRE)

Un ensemble de PRE a été distribué avec le cartable du PASAF et du PSA. Actuellement, chacune de ces PRE est séparée et se rapporte uniquement au programme qui l'accompagne. Afin de faciliter leur utilisation, les PPC ont maintenant combiné les PRE du PASAF et du PSA en un seul document.

Ces documents n'ont subi aucune modification majeure et, à ce titre, leur contenu pourra être mis en œuvre dès qu'ils seront disponibles. Comme pour les formulaires spécifiques aux troupeaux, cette nouvelle version ne fait pas en sorte que la version actuelle est désuète mais sert plutôt de rechange pour ceux qui la préfèrent.

Calculateur de la densité

Dans le cadre du Programme de soins aux animaux, le formulaire 1 requiert que les producteurs calculent le nombre maximal autorisé de poussins qui peuvent être placés sur chaque étage selon la superficie, le nombre d'abreuvoirs et le nombre de mangeoires.

Bien que la majorité de l'information consignée ne change pas d'un troupeau à l'autre, les variations dans la taille des oiseaux à la mise en marché requièrent un nouveau calcul du nombre de poussins à placer chaque fois qu'une modification est apportée.

Nous avons tenté de faciliter ce calcul pour les producteurs. En effet, les PPC ont élaboré un tableur Excel qui calculera le nombre maximum d'oiseaux à placer.

Une fois les données consignées, le tableur fera les calculs et révélera le facteur limitatif (p. ex. la superficie du plancher, les mangeoires ou les abreuvoirs) pour les niveaux de densité de 31 kg/m^2 et 38 kg/m^2. À l'aide de cet outil, les producteurs seront en mesure de déterminer rapidement le nombre d'oiseaux à placer en fonction des différents facteurs considérés.

Aussi, un tableur séparé intitulé « Densité à l'expédition » sera fourni pour que les producteurs puissent calculer rapidement la densité réelle du troupeau à l'expédition.

Dossiers électroniques

Un DC a été inclus dans chaque cartable du PASAF sur lequel on retrouve les versions électroniques des formulaires actuels. Très prochainement, les PPC examineront la possibilité d'élaborer un programme complet de tenue de dossiers électroniques à la fois pour le PASAF et le PSA.

Utilisation de ces nouveaux outils

Les nouvelles versions des formulaires spécifiques aux troupeaux, des PRE et le calculateur de densité Excel seront disponibles de votre office provincial et ces nouveaux outils pourront être utilisés immédiatement. Tel que mentionné dans les lignes précédentes, nous réitérons que ces nouvelles versions ne rendent pas les versions antérieures désuètes mais servent plutôt de rechange pour ceux qui les préfèrent. L'une ou l'autre des versions peut être utilisée.

en BREF

SOYEZ PRUDENTS AVEC LES ALIMENTS PREND LA ROUTE

Joignez-vous au Partenariat canadien pour la salubrité des aliments en vue de l'Exposition *Destination santé* 2010 dans le cadre de la Foire agricole royale d'hiver qui aura lieu à la Place de l'exposition à Toronto du 5 au 14 novembre 2010. L'Exposition *Destination santé* célèbre six années de succès et vise à inspirer les visiteurs de tous les âges (plus de 300 000 visiteurs se rendent à la Foire chaque année) à adopter un mode de vie plus sain.

L'Exposition Destination santé 2010 offre encore une fois un excellent programme d'exposants, de présentations théâtrales et un programme interactif sur une superficie de 14 000 pieds carrés adjacente au secteur des innovations dans le domaine agro-alimentaire. Cette destination permet aux visiteurs de se reposer un peu dans un décor magnifique et d'apprécier des échantillons délicieux et nutritifs d'aliments locaux, le tout accompagné d'un spectacle divertissant.

Quatre thèmes caractérisent Destination santé :

- Des aliments frais de la ferme
- La science de l'alimentation
- Des repas maison sains et nutritifs
- La protection de la santé

Le Partenariat aura un kiosque de 10' sur 10' et commanditera aussi une production théâtrale sur la salubrité des aliments qui sera présentée tous les jours sur la scène *Be Healthy!*

AUTOUR DU GLOBE

LES AUSTRALIENS CONTINUENT DE CROIRE QUE LE POULET EST BOURRÉ DE STÉROÏDES ET D'HORMONES

Les consommateurs de l'Australie, tout comme ceux du Canada, des États-Unis et de l'Europe, croient encore à tort que le poulet qu'ils achètent est bourré de stéroïdes et d'hormones.

Les producteurs de poulet australiens – comme ceux des pays énumérés ci-dessus – n'utilisent plus de substances illégales depuis plus de 40 ans. Or, il est souvent difficile de changer l'opinion des consommateurs. Dans le but de les informer et de les éduquer, Steggles, une usine de poulet de l'Australie, a lancé une campagne pour réfuter certains des plus mythes les plus tenaces sur l'élevage du poulet.

Cette nouvelle campagne d'éducation a été élaborée par suite de recherches réalisées par cette entreprise, lesquelles ont conclu que 75 % des Australiens croient que leur poulet est bourré de stéroïdes et d'hormones. Ces recherches ont également permis de découvrir que les gens se demandent comment les poulets sont nourris et s'ils sont élevés en cage.

Les Australiens consomment environ 33 kg de poulet par personne chaque année (au Canada, on en consomme 31,3 kg par personne).

L'OMC EST DÉSORMAIS PRÉSENTE DANS LES MÉDIAS SOCIAUX

Cliquez et participez aux discussions – partagez votre point de vue sur les enjeux clés du commerce international.

Vous pouvez consulter les nouvelles et les événements et même formuler votre opinion sur les sites suivants :

- Facebook: www.facebook.com/worldtradeorganization
- Twitter: www.twitter.com/wto_omc
- YouTube: www.youtube.com/user/WTO
- Flickr: www.flickr.com/photos/world_trade_organization/

RÉUNION ESTIVALE DE LA FCA 2010

Du 26 au 29 juillet dernier, la Fédération canadienne de l'agriculture (FCA) a tenu sa réunion semestrielle à Halifax.

Voici certains éléments importants dégagés des réunions des comités qui ont eu lieu à cette occasion :

Stratégie alimentaire nationale

Un examen des principes directeurs, de l'ébauche de la mission et des objectifs stratégiques de la Stratégie alimentaire nationale avait été effectué depuis la réunion du 23 juin, à Toronto, et des suggestions avaient été formulées. La stratégie s'échelonne sur quinze ans et la politique rejoint les intérêts nationaux et les intérêts en matière d'exportation. On a convenu de façon générale que les travaux avançaient bien, et que la suite des choses était capitale pour la FCA. Il a été souligné une fois de plus l'importance du fait que le gouvernement ne dirige pas cette initiative. La FCA en est actuellement à la phase 2 de la politique, la Consultation. Nous espérons terminer la troisième et dernière phase, le Consensus, l'an prochain.

Gestion du risque commercial et politique rurale

Les rapports sur la réunion de la Table ronde de la FCA lors de la réunion des ministres fédéral, provinciaux et territoriaux de l'Agriculture ont été déposés. Ces rapports comprenaient les inondations en Saskatchewan et en Alberta et l'annonce de financement qui s'en est suivi, par le ministre de l'Agriculture, Gerry Ritz. Des inquiétudes ont été soulevées à savoir que le financement pourrait provenir du programme Agri-Flex. Les provinces et quelques organisations de produits ont souligné que le financement des producteurs provenant de Agri stabilité et de Agri-relance ne suffit pas.

À la sortie de la réunion FPT, les ministres de l'Agriculture ont fait part de leur intérêt à ce que d'autres programmes d'assurance soient mis en œuvre et qu'Agriculture et Agroalimentaire Canada avait chargé un Comité consultatif national sur les programmes de présenter des commentaires et des suggestions. Un sondage des agriculteurs portant sur le document *Cultivons l'avenir* est également en cours et les résultats seront affichés sur le site Web de la FCA lorsqu'ils seront disponibles.

Réunion du Comité sur la salubrité des aliments

Les principales priorités de ce comité sont : des modifications à la *Food and Drug Act* (rien à signaler pour le moment), un suivi du rapport Weatherill (en cours), la traçabilité et la responsabilité des producteurs.

En ce qui a trait à la traçabilité et à la responsabilité des producteurs, la FCA a embauché un conseiller, monsieur Albert Chambers, pour étudier les moyens de réduire les risques et la responsabilité des producteurs en étudiant les options viables et en étudiant les programmes similaires dans d'autres pays. Monsieur Chambers a remis un document indiquant quels sont les risques en cas de maladie des animaux en Australie et aux États-Unis, et il a souligné en quoi le Canada est différent étant donné que les droits de propriété sont de compétence provinciale.

Deux résolutions ont été adoptées, la première exigeant que tous les aliments importés soient conformes aux normes en matière de salubrité des aliments du Canada et une seconde déclarant que le coût d'un système de traçabilité est une responsabilité conjointe à long terme.

Réunion du Comité sur le commerce

Le Directeur exécutif de la Division de la politique commerciale stratégique du Commerce international, Frederic Seppey, a présenté une mise à jour des négociations de l'OMC et de celles du Canada et de l'UE. Monsieur Seppey affirme que l'OMC est en mode *statu quo*. Les travaux se poursuivent en ce qui a trait à l'aspect technique des modèles de listes d'engagements et aux mesures de sauvegarde spéciale. Il a mentionné que les problèmes à l'origine des retards dans les réactions sont d'origine politique; en gros, les États-Unis veulent un meilleur accès aux marchés chinois, indien et brésilien.

L'Entente communautaire permanente de transformation économique Canada-États-Unis, qui a comporté jusqu'à ce jour quatre rondes de négociation, en est, grosso modo, à la mi-parcours. Une autre rencontre est prévue en novembre, mais il s'agira vraisemblablement d'un simple exercice de vérification.

Le directeur général du secrétariat à l'accès aux marchés au Commerce international, Fred Gorrell, a ensuite présenté au comité une mise à jour des objectifs et fonctions de son organisme. Leur programme ambitieux, appuyé par le ministre du Commerce international et par le premier ministre, est surtout axé sur la Chine.

Autres

Présentation d'un groupe d'experts, *Forging Links along the Value Chain (Créer des liens tout au long de la chaîne de valeurs*), a été organisée en présence d'invités de différents organismes et entreprises, dont Rory McAlpine de Maple Leaf Foods Inc., Gord Harrison de la Canadian National Millers Association, Jeff Brenten de Sysco Foods, et un groupe de Whole Foods Market. Leur discussion a porté sur la question : « Comment faire pour que les profits soient partagés plus équitablement afin que tous les intervenants le long de la chaîne de valeurs puissent y trouver leur compte?"

Prochaines rencontres

- Symposium de l'OMC (du 15 au 17 septembre)
- Congrès mondial de la FIPA (du 12 au 17 novembre)
- Rencontre du groupe Cairns (Canada 2011 – co-présenté avec l'ACCAA à Saskatoon)

Rappel

Le banquet du 75e anniversaire de l'AFC se tiendra le 20 octobre au Fairmont Château Laurier d'Ottawa. Les membres de l'AFC sont invités à participer aux célébrations du 75e anniversaire en se rendant sur le site Web *www.cfa-fca.ca*, en présentant des photographies pour le concours ou en proposant le nom d'une personne comme récipiendaire d'un prix de reconnaissance.

QUIZ POUR ÉVALUER LA SALUBRITÉ DES ALIMENTS DANS LES CUISINES FAMILIALES

Selon les résultats d'un quiz en ligne publié dans le comté de Los Angeles, 14 % des cuisines familiales ne passeraient pas le test d'inspection sanitaire auquel les restaurants sont assujettis.

Le quiz, qui est publié dans le *Morbidity et Mortality Weekly Report* de cette semaine, fait partie d'un programme d'auto-inspection des cuisines familiales mis de l'avant par le département de santé publique du comté de Los Angeles.

Les questions reposent sur les normes d'hygiène couramment utilisées pour évaluer les restaurants à service complet, avec un accent particulier sur les pratiques considérées comme les plus appropriées dans une cuisine familiale. Parmi les questions, on demande si la viande crue est placée en-dessous des autres produits dans le réfrigérateur et si celui-ci est équipé d'un thermomètre fonctionnel.

Si on avait assigné des cotes à ces cuisines de la même manière qu'on les assigne aux restaurants du comté de Los Angeles, 34 % d'entre elles auraient obtenu un « A », 27 %, un « B », et 25 %, un « C ». (On n'assigne pas de cote quand le pointage est en-dessous de 70.)

Entre 2006 et 2008, 98 % des restaurants à service complet du comté de Los Angeles ont obtenu un « A » ou un « B ».

Pour ce qui est des pratiques dans les cuisines familiales, une sur trois rapporte que la viande crue est placée au-dessus d'autres aliments dans le réfrigérateur. Plus de quatre répondants ont dit qu'ils n'enlevaient pas leurs bijoux et ne coupaient pas leurs ongles courts quand ils cuisinent, alors qu'environ 36 % ont dit qu'ils n'avaient pas de thermomètre dans leur réfrigérateur.

Plus de 13 000 personnes ont répondu à ce quiz entre 2006 et 2008. Le rapport qui a été publié indique que les répondants devaient posséder un ordinateur et avoir accès à Internet pour y participer et qu'ils ont répondu à l'auto-évaluation à cause d'un intérêt envers la salubrité des aliments.

Article réimprimé avec la permission de l'auteur. Article rédigé par Dani Friedland et affiché sur le site Meatingplace.com, le 7 septembre 2010.

... LE POULET À FRIRE EST PASSÉ DE 92 % QU'IL ÉTAIT EN 2004, À 99 %, EN 2007, ET À 105 %, EN 2009

POUVOIR DE L'ÉTIQUETTE

Troisième plus important marché européen de la volaille, la France connaîtra une hausse de 3 % qui résulte de perceptions croissantes selon lesquelles le poulet est meilleur pour la santé et plus maigre que les viandes rouges, alors que l'Allemagne, qui occupe le quatrième rang, maintiendra sa croissance grâce au succès associé à la prétendue étiquette « D/D/D », ou « né/élevé et abattu » au pays.

Ce système s'est avéré efficace pour promouvoir le poulet élevé dans ce pays par rapport à celui provenant de pays voisins, ce qui a engendré un essor chez les transformateurs de poulet allemands.

« En conséquence, l'autosuffisance pour le poulet à frire est passé de 92 % qu'il était en 2004, à 99 %, en 2007, et à 105 %, en 2009 », selon un rapport publié en septembre par la *USDA*.

Extrait du rapport numéro FR9049, du FAS *Global Agricultural Information Network*, de la *USDA*.

Être ou ne pas être... membre du PTP

Au cours des derniers mois, une nouvelle initiative commerciale a commencé à faire de plus en plus fréquemment parler d'elle dans les médias canadiens, soulevée qu'elle est par des oracles qui demandent pourquoi le Canada ne fait pas déjà partie de ce regroupement.

L'accord économique stratégique transpacifique, également connu sous le nom de « partenariat transpacifique » (PTP), est une initiative commerciale régionale de la région de l'Asie et du Pacifique. Les pourparlers regroupent actuellement huit pays : Australie, Brunei, Chili, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapore, États-Unis et Vietnam.

Le Canada et la Malaisie examinent la possibilité de joindre ce regroupement et ils ont tenu des réunions bilatérales avec tous les pays participants. Comme il est rapporté dans les journaux, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis ont exprimé une certaine réticence à accueillir le Canada au sein de ce partenariat. Différents motifs ont été exprimés, mais celui qui revient le plus souvent est le refus du Canada de faire des compromis au chapitre des produits laitiers, de la volaille et des oeufs, et la Nouvelle-Zélande désapprouve ce refus. La réticence des États-Unis n'est vraisemblablement pas liée à l'agriculture, mais plutôt à la protection de la propriété intellectuelle.

Si on examine la situation de la Nouvelle-Zélande plus en détail, on voit bien que ce pays n'a pas d'intérêts marqués pour les exportations de volailles et d'œufs; or, il est bien connu pour ces exportations de produits laitiers. Par conséquent, sa réticence à accueillir le Canada dans ce regroupement est principalement liée à l'industrie laitière. Cependant, on doit considérer d'autres enjeux quand on participe à des discussions de libre-échange à l'échelle de l'économie mondiale. Malgré l'importance des produits laitiers pour l'économie de la Nouvelle-Zélande, lesquels comptent pour environ la moitié de leurs exportations agricoles et un cinquième de leurs exportations globales, d'autres secteurs entrent aussi en ligne de compte.

Si on examine le PNB de la Nouvelle-Zélande, on constate qu'il est composé à 4,6 % par l'agriculture, alors que l'industrie et les services représentent respectivement 23,7 % et 71,7 %. Il est difficile de croire que la Nouvelle Zélande laisserait passer des opportunités pour ces secteurs de son économie, simplement parce qu'elle n'obtient pas un accès illimité au marché canadien des produits laitiers. Le pragmatisme doit prévaloir, car certains secteurs profitent toujours d'un traitement différent dans le cadre d'accords commerciaux, alors que d'autres sont davantage libéralisés.

Les autres accords de libre-échange bilatéraux et régionaux que le Canada a conclus ont tous trouvé un moyen de satisfaire aux exigences relatives à la gestion efficace de l'approvisionnement des produits laitiers, de la volaille et des oeufs. Il n'y a aucune raison pour que les ALE courantes et futures soient différentes. Seul l'avenir nous dira si le Canada joindra le PTP, mais d'autres justifications seront nécessaires pour expliquer la décision. Nous ne devons pas oublier que le Canada dispose déjà d'accords de libre-échange bilatéraux avec le Chili, le Pérou et les États Unis — lesquels figurent parmi les principaux pays membres du PTP.

ENVOYEZ-NOUS VOTRE AVIS!

Addresse des PPC :
1007-350, rue Sparks
Tél : 613-241-2800
Téléc : 613-241-5999
www.poulet.ca

Réviseur :
Marty Brett
mbrett@poulet.ca
613-566-5926

Graphiste :
Stephanie St.Pierre
sstpierre@poulet.ca
613-566-5910